

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 juillet 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 28 juillet 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé, établi par la présidence, de la réunion publique du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria le 2 juin sur le thème « Les circonstances de Maïdan et ses répercussions dans le Donbass » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Dmitry Polyanskiy



Annexe à la lettre datée du 28 juillet 2021 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Résumé de la réunion publique du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria le 2 juin sur le thème « Les circonstances de Maïdan et ses répercussions dans le Donbass »

Introduction

Le 2 juin, la Fédération de Russie a accueilli une réunion organisée selon la formule Arria dans le but de donner aux membres du Conseil de sécurité et à tous les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies intéressés l'occasion de prendre connaissance des récits de participants directs et de témoins (acteurs politiques de haut niveau et représentants des médias) des événements survenus en Ukraine en 2014, appelés « Maïdan », qui ont déclenché le conflit dans le Donbass. Le débat a contribué à mieux faire connaître et comprendre les causes profondes de la crise en Ukraine et dans quelle mesure ces événements ont provoqué les hostilités dans l'est du pays, qui ont finalement abouti à la signature de l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk que le Conseil de sécurité a approuvé dans sa résolution 2202 (2015).

La réunion s'est tenue par visioconférence et a été diffusée en direct sur la télévision en ligne des Nations Unies¹ et sur YouTube². Ont participé à la réunion, qui était présidée par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Vassily Nebenzya, les représentantes et représentants de 28 autres délégations. Bien que les représentantes et représentants de tous les États Membres de l'Organisation aient été invités à assister à la réunion et à faire des déclarations, la délégation ukrainienne n'a pas souhaité participer aux débats. Certains membres du Conseil de sécurité, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Estonie, ont choisi d'ignorer la réunion organisée selon la formule Arria sous prétexte que certaines des personnes devant y faire des exposés figuraient sur leurs « listes de sanctions » unilatérales.

Les intervenants invités étaient Nikolay Azarov, ancien Premier Ministre de l'Ukraine ; Oleg Tsaryov, ancien membre du Parlement ukrainien (Rada) ; Vladimir Oleynik, ancien membre du Parlement ukrainien ; Dean O'Brien, photographe indépendant britannique ; et Anne-Laure Bonnel, journaliste et réalisatrice française.

Une note de cadrage présentant le contexte a été publiée avant le débat. Il y est rappelé qu'à partir de la fin 2013, des manifestations de masse en Ukraine, également appelées « Maïdan », ont fait voler en éclats la stabilité politique interne du pays, déclenchant un changement de régime qui a été inspiré et largement soutenu par les dirigeants occidentaux. Le renversement du gouvernement légitime de Kiev s'en est suivi, malgré la signature le 21 février 2014 par le Président ukrainien, V. Ianoukovitch, et trois dirigeants de l'opposition ukrainienne d'un accord en vue du règlement de la crise en Ukraine, qui a bénéficié de la médiation et de la garantie des Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne et de la Pologne, ainsi que du Directeur de la Direction de l'Europe continentale du Ministère français des affaires étrangères. Malgré ces garanties internationales, l'opposition a violé l'accord dès le

¹ Disponible à l'adresse <https://media.un.org/en/asset/k1o/k1oiz1b78g>.

² Disponible en anglais à l'adresse : www.youtube.com/watch?v=oi2TcQMXxTE&ab_channel=RussiaUN. Disponible en russe à l'adresse : www.youtube.com/watch?v=Xs8BVD7DIHg&ab_channel=PressOfficeRussianMission.

lendemain et a usé de la force pour changer celui qui était au pouvoir en Ukraine. Pour les partisans de Maïdan, l'événement est devenu « un triomphe de la révolution de la dignité », tandis que pour de nombreuses autres personnes qui avaient voté pour Ianoukovitch, y compris dans les régions orientales du pays, ce n'était rien d'autre qu'un coup d'État clairement illégal.

Il a été souligné dans la note de cadrage que, quelle que soit la façon dont on caractérise les événements de 2014 à Kiev, au moins deux faits étaient indéniables : premièrement, Maïdan a provoqué un conflit de grande ampleur dans le pays et suscité de profondes controverses entre divers groupes au sein de la société ukrainienne ; deuxièmement, la violence pendant les événements de Maïdan, qui a causé des dizaines de morts, était un acte criminel, et les responsables doivent encore être identifiés et traduits en justice.

Ainsi, non seulement Maïdan fait partie de l'histoire, mais aussi c'est une pierre angulaire de l'état général dans lequel se trouve l'Ukraine aujourd'hui, d'où l'importance de livrer un compte rendu véridique de ces événements et d'éviter d'en faire une interprétation erronée, car ils ont un lien direct avec les hostilités dans l'est de l'Ukraine et, par conséquent, avec la résolution [2202 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil a approuvé l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk.

Déclarations des intervenants

Avant de donner la parole aux intervenants, M. Nebenzya a rappelé qu'il est essentiel de comprendre les causes profondes des conflits pour y trouver une solution durable. Il a déclaré qu'il serait erroné de confondre le véritable point de référence de la crise en Ukraine, qui ne pouvait avoir commencé de manière inexplicable et inopinée au printemps 2014 avec les événements dans le Donbass ou le référendum en Crimée, comme Kiev ne cesse de le prétendre. C'est pourquoi il a proposé d'aborder l'événement qui a divisé toute la société ukrainienne et séparé l'histoire du pays en deux périodes, celle d'avant et celle d'après le coup d'État de Maïdan.

M. Azarov, Premier Ministre de l'Ukraine à l'époque de Maïdan, a déploré le fait qu'à cause du coup d'État, son pays soit devenu « le pays le plus pauvre d'Europe », où les gangs néonazis prospèrent dans les rues des villes, menaçant et tuant ceux qui ne partagent pas leurs opinions. Il a expliqué que ces gangs, formés depuis 2000 par les services spéciaux occidentaux, se sont révélés pour la première fois en décembre 2004 lors de la prétendue « révolution orange ». À l'époque, ils ont été repoussés avec succès par les forces de sécurité ukrainiennes. Dix ans plus tard, le Gouvernement savait que les gangs préparaient une nouvelle tentative de renversement du régime, mais il s'est trompé quant au choix du moment : au lieu de la période des élections de 2015, les gangs ont choisi d'agir fin 2013, déclenchant les événements de Maïdan.

Des agents du Gouvernement, dispersés dans la foule de Maïdan, ont rapporté qu'une section spéciale de l'ambassade des États-Unis à Kiev a orienté les manifestations vers le coup d'État. Les méthodes utilisées comprenaient des opérations sous fausse bannière visant à accroître les tensions : agression contre les forces de l'ordre³, saisie de bâtiments publics, mises en scène d'enlèvements et de coups et blessures, etc. Dans ces circonstances, l'État a été contraint de protéger l'ordre constitutionnel, mais les représentants occidentaux ont commencé à faire pression sur le Président Ianoukovitch pour qu'il s'abstienne de recourir à la force et négocie avec les manifestants, ce qu'il a fait. M. Azarov a rappelé en particulier sa conversation avec la Secrétaire d'État adjointe américaine de l'époque, Victoria

³ Tout au long des événements de Maïdan, plus de 2 000 policiers ont été traités dans les hôpitaux.

Nuland, qui lui a ouvertement demandé de remanier le Gouvernement en y nommant spécifiquement certaines personnes, dont Arseniy Yatsenyuk⁴.

Le 21 février 2014, le Président Ianoukovitch a signé un accord avec les dirigeants de l'opposition de Maïdan, qui a été garanti par des diplomates français, allemands et polonais de haut niveau. Néanmoins, selon M. Azarov, cela n'a pas empêché la provocation, des tireurs embusqués s'étant livrés à des tirs nourris sur la place Maïdan, tuant plus de 100 personnes⁵, dont une trentaine de policiers. Il a été confirmé par la suite que l'ordre de tirer avait été donné par les dirigeants de Maïdan.

M. Azarov a comparé les événements de Maïdan à l'émeute de janvier 2021 au Capitole des États-Unis, où les forces de l'ordre n'ont pas hésité à recourir à la force pour disperser la foule – « notre plus grand échec a été d'avoir écouté l'Occident et d'avoir réagi conformément à la loi, alors que les dirigeants de Maïdan ont complètement ignoré la loi puisqu'ils se sentaient soutenus par les puissances occidentales, d'autant que des politiciens américains et européens rendaient ouvertement visite aux manifestants et faisaient campagne pour un changement de régime ».

Parlant de l'opération militaire dans le Donbass, lancée par les nouvelles autorités révolutionnaires, M. Azarov a expliqué qu'au début, l'armée ukrainienne a refusé d'ouvrir le feu contre les civils qui ne soutenaient pas Maïdan. Pour cette raison, le Président intérimaire Turchinov a libéré des prisons des criminels endurcis ayant un long casier judiciaire pour former des bataillons punitifs. Tout au long des sept années de conflit, la partie ukrainienne a commis de nombreuses atrocités : frappes de missiles sur Lougansk en juin 2014, incendie criminel meurtrier à Odessa en mai 2014, où les survivants ont été tués sur place par les partisans de Maïdan ; destruction de la ligne électrique vers la Crimée, lorsqu'en novembre 2015, la péninsule de 2,5 millions d'habitants a été privée d'électricité ; blocus de l'eau arrivant en Crimée par un canal artificiel, blocus économique et des transports du Donbass et de la Crimée, etc. Aucun de ces faits n'a jamais été condamné par les États occidentaux.

M. Tsaryov, l'ancien membre du Parlement ukrainien, a donné des précisions sur l'implication directe des Américains dans la préparation du coup d'État. Il a pu obtenir des informations de première main en envoyant ses fidèles collaborateurs se faire passer pour des partisans de l'opposition ukrainienne lors des séances de formation organisées par l'ambassade des États-Unis dans le pays. M. Tsaryov a cité en particulier l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine, Geoffrey Pyatt, qui a personnellement supervisé le cours « TechCamp » organisé par sa mission diplomatique. Le cours consistait à enseigner aux futurs manifestants ukrainiens à utiliser les réseaux sociaux pour mobiliser et encourager la foule de Maïdan, ainsi que pour discréditer les autorités de l'État. Le cours était basé sur l'expérience des mouvements antigouvernementaux en Égypte, en Tunisie et en Libye.

M. Tsaryov a expliqué que les manifestations à Kiev nécessitaient des ressources financières importantes, alors que les modestes fonds recueillis par les partisans ne pouvaient pas couvrir les dépenses considérables. Fait curieux, au moment de Maïdan, les États-Unis ont émis de nouveaux billets de dollars, qui n'ont été officiellement fournis à aucune des banques ukrainiennes. Or, ces billets étaient largement disponibles dans la capitale ukrainienne. M. Tsaryov a lié ce fait à l'augmentation significative du volume du courrier diplomatique des États-Unis arrivant dans le pays par les vols de Lufthansa.

⁴ M. Yatsenyuk est finalement devenu Premier Ministre après le coup d'État.

⁵ C'est la tragédie connue sous le nom de fusillade des « cent héros célestes ».

La cause de Maïdan exigeait non seulement de l'argent, mais aussi des révolutionnaires professionnels et des experts en manipulation politique, qui ont également été amenés dans le pays. Parmi ceux-ci, se trouvaient un Serbe, Marko Ivković (le chef du groupe « Otpor » qui a mené le renversement de Slobodan Milošević) et Mikheil Saakashvili (qui a mené la « révolution des roses » en Géorgie). Trente-six autres ressortissants de Géorgie, d'Allemagne et des États-Unis ont été interdits d'entrée en Ukraine à la demande personnelle de M. Tsaryov.

Expliquant les méthodes utilisées par les dirigeants de Maïdan, M. Tsaryov a souligné que la « technique Gene Sharp »⁶ n'a pas fonctionné, car le Gouvernement n'a pas usé de la force ; le nombre de policiers blessés était largement supérieur à celui des manifestants. Cela a incité les dirigeants de Maïdan à opter ouvertement pour un changement de régime par la force.

Un certain Audrius Butkevičius a été amené en Ukraine en janvier 2014. Cet « expert en changement de régime » était connu pour avoir dirigé les groupes de tireurs d'élite qui ont tiré sur des manifestants à Vilnius en 1991 et au Kirghizstan en 2005, ainsi que pour avoir dirigé une société militaire privée pendant la « révolution des roses » en Géorgie. Le premier endroit où Butkevičius s'est rendu à Kiev, avant de rencontrer les dirigeants de Maïdan, était l'ambassade des États-Unis. Outre Butkevičius, la capitale ukrainienne a été inondée de divers spécialistes venus de Pologne, d'Australie et des pays baltes, qui ont formé les escadrons de Maïdan. Parmi les étrangers se trouvaient des tireurs d'élite géorgiens, présentés dans le documentaire italien intitulé « La vérité cachée sur l'Ukraine »⁷, lesquels ont participé à la fusillade connue sous le nom de meurtre des « cent héros célestes » qui a déclenché le changement de régime.

Pour « légitimer » les résultats du coup d'État, les autorités révolutionnaires ont organisé une nouvelle élection présidentielle, à laquelle M. Tsaryov s'est porté candidat, représentant les intérêts de ceux qui n'ont pas soutenu Maïdan. Il a décrit la vaste campagne de menaces et d'intimidation dont il fut l'objet de la part des partisans de Maïdan et des groupes néonazis, au cours de laquelle il a fini par se faire tabasser en public devant les caméras le 14 avril 2014, lorsque les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont refusé de se rendre sur place pour empêcher ou au moins enregistrer les menaces et l'attaque contre un candidat à la présidence. Il dit avoir eu la chance de survivre grâce à la présence des caméras, contrairement à quatre de ses collègues, membres du Parlement, qui ont été tués par les forces pro-Maïdan au cours des premiers mois qui ont suivi le coup d'État. Des milliers d'autres militants anti-Maïdan ont été victimes des « escadrons de la mort » néonazis. M. Tsaryov a souligné que personne n'avait eu à répondre des multiples meurtres perpétrés en Ukraine. En outre, aucune explication raisonnable n'a été donnée quant à la raison pour laquelle les suspects interpellés en rapport avec le meurtre de l'écrivain ukrainien Oles Buzina ont été libérés dans la salle d'audience.

Un autre ancien membre du Parlement ukrainien, M. Oleynik, également avocat, a abordé les aspects juridiques du coup d'État. Il a cité nommément les responsables étrangers qui sont apparus à Maïdan pour encourager les manifestants à mener des actions anticonstitutionnelles et a fourni la liste des bâtiments publics saisis par les militants pro-Maïdan « pacifiques » à travers le pays. Y figuraient au moins 13 administrations régionales, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de la justice

⁶ La méthode Gene Sharp consiste à provoquer un gouvernement pour l'amener à employer la force contre les actions agressives de la foule en vue de mobiliser des manifestations encore plus importantes.

⁷ « La vérité cachée sur l'Ukraine », première partie disponible à l'adresse <https://youtu.be/wR1NFI6TBH0> ; deuxième partie à l'adresse <https://youtu.be/V0rR2Fh1zWI>.

et un certain nombre de dépôts de munitions. Les armes à feu capturées étaient immédiatement livrées à Maïdan et distribuées parmi les manifestants.

M. Oleynik a déclaré que les crimes commis par les dirigeants de Maïdan étaient très bien répertoriés car la toute première chose qu'ils ont faite après avoir pris le pouvoir a été de contraindre les membres du Parlement à adopter une loi d'amnistie. Par des menaces et des intimidations, ils ont fait pression sur les parlementaires pour qu'ils adoptent une loi qui dégage toute responsabilité pour certains crimes. La liste de ces crimes, au nombre de 80, est suffisamment éloquente : changement de l'ordre constitutionnel ou prise de pouvoir par la force⁸, atteinte à l'intégrité territoriale du pays⁹, sabotage, enlèvement, larcin, pillage, vol, crime organisé et racket, terrorisme, implication de jeunes dans des activités criminelles, meurtre d'agents de la force publique, etc. Cette liste n'a rien à avoir avec ce que l'Occident appelle « une manifestation pacifique et une révolution de la dignité ».

La loi d'amnistie susmentionnée prévoyait la destruction de toutes les preuves existantes concernant les crimes énumérés et interdisait d'en recueillir de nouvelles. Il n'est donc pas étonnant qu'immédiatement après l'adoption de la loi, un militant de Maïdan, Ivan Bubenchik, se soit vanté devant les caméras d'avoir tiré sur la police le 20 février 2014. Un tel aveu flagrant, inouï dans les États civilisés, est devenu possible en Ukraine en raison de l'impunité autorisée par la loi.

L'acte suivant que les dirigeants de Maïdan ont posé au Parlement a été de présenter, le 21 février 2014, des modifications à la Constitution ukrainienne. La résolution du Parlement ukrainien qui a modifié le tiers de la loi fondamentale du pays a été adoptée en huit minutes. De toute évidence, la procédure régulière n'a pas été respectée puisque la cour constitutionnelle n'a jamais été consultée. Selon M. Oleynik, cela rendait l'actuelle Constitution ukrainienne nulle et non avenue.

En outre, il a fait part de son expérience personnelle liée à la violence subie par son fils, qui a passé un mois aux urgences après avoir été battu par les nationalistes pro-Maïdan, lesquels avaient ainsi tenté de contraindre M. Oleynik à changer de position politique.

M. Oleynik a également déclaré qu'usant de ses droits de réfugié politique et guidé par la pratique internationale, il a saisi un tribunal russe dans le but d'établir la nature des événements survenus en Ukraine en 2014. Tous les documents relatifs à l'affaire pénale, notamment les témoignages de l'ancien Président ukrainien Ianoukovitch, de l'ancien Premier Ministre Azarov et de l'ancien Procureur général Pshonka, ont été rassemblés dans un livre intitulé « Ukraine : coup d'État »¹⁰. Lors d'une présentation publique du livre, M. Oleynik a expliqué que le coup d'État avait été préparé par les puissances occidentales depuis 1990.

Photographe indépendant de Coventry (Royaume-Uni), M. O'Brien, qui a documenté la situation en Ukraine pendant plus de dix ans, a mis en évidence les transformations que le pays a connues avec la montée des groupes d'extrême droite en 2012 et après les événements de Maïdan. Il a précisé qu'au début de son observation, le russe était largement parlé dans la majorité des régions d'Ukraine. Toutefois, les nationalistes et les groupes néonazis, puis les autorités de Kiev, ont commencé à cibler délibérément les communautés et les régions russophones du pays.

⁸ En fait, les militants de Maidan ont reconnu qu'ils avaient perpétré un coup d'État.

⁹ Les dirigeants de Maidan ont appelé à la création d'une « République populaire de Lvov » en cas d'échec de leur tentative de prise de pouvoir à Kiev.

¹⁰ Disponible en russe sous le titre original *Ukraina: gosudarstvennyi perevorot* à l'adresse : <https://disk.yandex.ru/i/nCJeRuUAqv8Zcg>.

Il a présenté des photos montrant des livres nazis vendus ouvertement dans les librairies de Kiev, ainsi que des nationalistes présents à Maïdan équipés de matériel de type militaire, posant avec des bâtiments publics saisis en arrière-plan. Affirmant que la crise en Ukraine a commencé avec Maïdan et non avec une prétendue « implication russe », il a expliqué que le renversement illégal du gouvernement de Kiev était rejeté dans certaines parties de l'Ukraine. Ce rejet avait suscité une opération militaire lancée par les autorités de Maïdan contre le Donbass, qui a fait plus de 13 000 morts.

Un autre lot de ses photos montrait la région du Donbass déchirée par la guerre: des routes et des bâtiments en ruines, les morts quotidiennes qui sont devenues la réalité pour ceux qui ont eu le courage de s'opposer au changement de régime, etc. Il a réfuté les allégations de la propagande concernant la présence présumée de soldats russes dans le Donbass, affirmant que lors de ses déplacements dans la région, il n'en a jamais rencontré. Au contraire, ceux qui se battaient contre les forces de Kiev étaient tous des habitants du Donbass qui protégeaient leurs valeurs et leurs libertés.

Il s'est dit affligé par le fait que les médias occidentaux ne parlaient pas des gens ordinaires du Donbass qui étaient pris au piège à l'intérieur de leurs maisons à cause des actions des forces ukrainiennes et qui n'ont eu d'autre choix que de protéger leurs maisons.

Réalisatrice française et professeur de journalisme à l'Université de la Sorbonne, M^{me} Bonnel a présenté son documentaire intitulé *Donbass*, qu'elle a tourné à partir de novembre 2015 et pendant toute l'année 2016¹¹. Elle a expliqué que l'idée du film a été inspirée par le rapport présenté le 25 mars 2015 à la Commission de la défense de l'Assemblée nationale française, qui avait conclu qu'il n'y avait pas de forces russes dans le Donbass.

Elle a rappelé que le Gouvernement ukrainien renversé en février 2014 était démocratique et légitime, comme le prouvait le compte-rendu de l'OSCE sur les élections précédentes, qualifiées de « régulières et transparentes ». M^{me} Bonnel a confirmé que la principale force derrière Maïdan était les nationalistes et les groupes néonazis, qui avaient été bien entraînés et organisés, mais qui ne représentaient que les opinions d'une fraction de la population ukrainienne. En particulier, ces groupes avaient rejeté les droits de ceux qui avaient voté pour le Président Ianoukovitch.

Elle a exprimé son indignation face à la politique de deux poids deux mesures de l'Occident qui condamnait la prétendue « implication russe » dans la crise en Ukraine mais fermait les yeux sur le véritable coup d'État qui avait eu lieu à Kiev en février 2014 ; la politique qui consistait à reconnaître les intérêts légitimes d'une partie de la population ukrainienne, tout en refusant ces droits à l'autre partie.

Parlant de son documentaire, M^{me} Bonnel a rappelé que le tournage a coïncidé avec la signature de l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk approuvés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2202 (2015), qui était censé apporter un cessez-le-feu et le calme dans la région du Donbass. Néanmoins, l'expression « catastrophe humanitaire » caractérisait mieux la situation sur le terrain. Les forces ukrainiennes ont délibérément bombardé les abris et les hôpitaux, tandis que les personnes âgées, les femmes et les enfants étaient obligés de se cacher dans les caves. Et pourtant, Kiev a qualifié son offensive militaire d'« opération antiterroriste ». M^{me} Bonnel a souligné que le territoire du Donbass était relativement petit et que, contrairement aux forces ukrainiennes, la population de cette région n'avait nulle part où fuir ni se cacher des tirs d'artillerie.

¹¹ Disponible à l'adresse : <https://vimeo.com/202792798>.

En résumé, elle a dit que les habitants du Donbass étaient essentiellement attaqués par les forces ukrainiennes pour leurs opinions et leurs croyances, ce qui était inacceptable au XXI^e siècle.

Interventions des délégations auprès de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants de huit délégations ont pris la parole après les intervenants invités.

Les membres occidentaux du Conseil de sécurité n'ont pas mentionné les exposés des intervenants invités et ont exprimé leur soutien indéfectible à Kiev, accusant la Fédération de Russie de « promouvoir un faux récit » sur l'histoire du conflit en Ukraine et d'abuser du temps des membres du Conseil de sécurité. Ils ont réaffirmé leur attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses « frontières internationalement reconnues » et ont dit soutenir la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine ainsi que les efforts déployés au sein du Groupe de contact de Minsk.

Le représentant de la France a fait part de l'engagement de son pays à poursuivre la coopération avec l'Allemagne dans le cadre du format Normandie afin de parvenir à la mise en œuvre complète des accords de Minsk.

Le représentant de l'Inde a remercié les intervenants d'avoir exposé leur point de vue sur la situation en Ukraine et a confirmé que son pays avait toujours préconisé des solutions diplomatiques et politiques qui respectent les intérêts légitimes de tous les pays de la région.

Le représentant de la Chine a souligné que la question de l'Ukraine, dont le contexte historique est très complexe, ne pouvait pas être résolue par la force et que la seule solution globale possible ne pouvait être obtenue que par le dialogue et les négociations.

Le représentant du Mexique et le Représentant permanent du Niger ont rappelé combien il importait de respecter la résolution [2202 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Bélarus a souligné qu'il était essentiel de comprendre les causes profondes des conflits pour y trouver une solution et a indiqué que l'ingérence étrangère dans les manifestations de masse était souvent négligée ou ignorée par ceux qui tentent d'analyser les événements dans divers pays.

Conclusions

Malgré les différents points de vue exprimés à la réunion, les participants ont réaffirmé leur soutien total au règlement au Donbass conformément aux dispositions de la résolution [2202 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et à l'ensemble de mesures en vue de l'application des accords de Minsk. Il n'y avait pas d'autre document qui puisse se substituer au texte fondamental qu'est l'ensemble de mesures, qui ne doit être ni mal interprété, ni déformé, ni sapé, ni remplacé par d'autres formats. Un dialogue direct avec ceux qui ont une expérience de première main des événements liés à l'ordre du jour du Conseil de sécurité est indispensable pour une analyse approfondie de ces questions. Le fait que les débats tenus lors de la réunion organisée selon la formule Arria aient été ignorés par la délégation ukrainienne a révélé le manque d'engagement réel de Kiev en faveur de la paix et son manque de volonté de faire avancer le règlement au Donbass sur la base des dispositions approuvées par le Conseil de sécurité.